



Revue de presse des Sans-Chemise - 25 septembre 2008

Notre revue de presse publie des articles parus dans la presse d'ici et d'ailleurs. Les opinions émises dans ces textes ne reflètent pas nécessairement les positions des Sans-Chemise ou de ses membres. Le choix des articles est basé sur quatre grandes thématiques : l'assurance-emploi, l'assurance-chômage, l'économie et le marché du travail. Pour terminer, la revue de presse des Sans-Chemise n'a qu'un seul but, soit celui de vous informer.

Bonne lecture !

Comité communication- Sans-Chemise

Le Canada Français, 24 septembre 2008 - Les Sans-Chemise se lancent en campagne

Les élections fédérales ne se font plus sans qu'on entende parler de leurs revendications. Deux ans après leur Marche des chômeurs qui les avait menés à Ottawa, les Sans-Chemise persistent et signent. La Loi sur l'assurance-emploi a besoin d'être revue de fond en comble pour redonner une dignité aux travailleurs. Les pancartes électorales des Sans-Chemise sont apparues la semaine dernière dans le paysage de Saint-Jean-sur-Richelieu. On peut y lire «57 milliards de surplus... rien pour les chômeurs» au-dessus d'une famille qui a été éprouvée par la perte d'un emploi.

«La lutte contre la pauvreté exige des actions concrètes, souligne Nathalie Grenier, directrice de la Corporation de développement communautaire Haut-Richelieu-Rouville et membre des Sans-Chemise de Saint-Jean. Bloquer l'accès à l'assurance-emploi, c'est maintenir les gens dans la pauvreté.»

Les Sans-Chemise dénoncent le gouvernement d'avoir détournés fonds destinés à la caisse d'assurance-emploi. Sa valeur se chiffre à 57 milliards de dollars, précise France Turcotte, porte-parole de la Coalition des Sans-Chemise Richelieu-Yamaska.

4,7 SUR 10

Dans le paysage électoral depuis 2005, les Sans-Chemise en sont à leur troisième élection. Enregistré comme un tiers parti sans député, le groupe a vu la situation des chômeurs empirer en

trois ans. Plus que 4,7 travailleurs sur dix se qualifient à l'assurance-emploi, une aberration pour la Coalition.

C'est pour cette raison que les Sans-Chemise réclament une amélioration importante de l'accessibilité au régime, une augmentation du taux de prestations, une plus longue période de prestation, une réelle caisse autonome et l'abolition du délai de carence qui affecte tous les nouveaux chômeurs.

Ces revendications, les Sans-Chemise les ont négociées avec les trois partis de l'opposition à l'issue de leur Marche des chômeurs, à l'automne 2006. Ni Stephen Harper ni aucun autre conservateur n'avaient voulu rencontrer les marcheurs.

C-269

Le projet de loi (C-269) issu de ces négociations s'est rendu jusqu'en troisième lecture à la Chambre des communes. La sanction royale ne lui a cependant jamais été accordée.

«La solution au problème se trouve au niveau politique, martèle Fernande Lévesque, du Conseil central Montérégie CSN à Saint-Jean. Nous ne comprenons pas pourquoi le gouvernement conservateur ne respecte pas la majorité sociale ni parlementaire. Se la couler douce sur l'assurance sociale est un mythe. La demande pour les banques alimentaires est partout en augmentation.»

Les Sans-Chemise inviteront d'ailleurs les candidats de la circonscription électorale de Saint-Jean à venir se prononcer sur la question. Un débat portant uniquement sur la Loi sur l'assurance-emploi sera organisé devant les Sans-Chemise et les médias le vendredi 3 octobre prochain. ?

Valérie Legault

Radio-Canada, 24 septembre 2008 - Pauvreté et campagne électorale : Les démunis sans voix

Les groupes de défense des plus démunis estiment que leurs problèmes ont peu d'écho dans la campagne électorale.

Line Sirois, qui se bat depuis huit ans pour un régime d'assurance-emploi plus juste envers les travailleurs saisonniers, constate avec dépit que ce combat est laissé pour compte par les politiciens. Pourtant, la plupart des travailleurs saisonniers ne parviennent plus à accumuler assez d'heures de travail pour percevoir des prestations jusqu'à leur retour à l'emploi.

Sans les mesures transitoires, ces travailleurs devraient vivre plusieurs semaines sans revenu, malgré leurs contributions et celles de leurs employeurs au régime. « Quand on aura tout fini nos projets pilotes, c'est ça qui nous attend deux mois sans revenu. Plus ça va, plus on travaille, plus

le gouvernement exige des heures pour se qualifier et il nous donne moins de semaines », explique la porte-parole d'Action-chômage Haute-Côte-Nord.

Mme Sirois rappelle que les organismes de défense ont été muselés à la suite des manifestations en 2004 où des travailleurs avaient bloqué la route 138. On a eu des amendes. [...] Ça fait qu'aujourd'hui, c'est la loi du silence. On est sur un système de dictature. C'est endure et ferme ta gueule et reste chez vous. Tu ne peux plus rien dénoncer. — Line Sirois, porte-parole d'Action-chômage Haute-Côte-Nord.

Elle conclut que leur cause est désormais considérée comme marginale, et ce, malgré les importants surplus budgétaires.

Logements sociaux

De son côté, Michel Savard de la Table des groupes populaires de la Côte-Nord croit que la prospérité pétrolière de l'Ouest et de Terre-Neuve, cache des problèmes sociaux qui, pourtant, sont toujours là.

M. Savard note que les personnes âgées sont souvent très pauvres et que le gouvernement n'a presque pas investi dans la construction de logements sociaux. « Il y a des projets concrets qui sont en train de se travailler depuis des années et le problème est toujours le même: le montage financier, et le fédéral ne contribue pas », note-t-il.

Comme Line Sirois, il déplore le peu d'importance qu'accordent les politiciens à ces enjeux. Toutefois, il estime que les électeurs ont la responsabilité de soulever ces questions auprès des candidats de leur circonscription.

« Si j'avais un message à passer à la population: “c'est informez-vous, tenez-vous au courant“ », lance Michel Savard.